

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Société GURDEBEKE
Commune de Moulin-sous-Touvent**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement dont les articles L. 171-8 et L. 512-20 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2021 délivré à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Moulin-sous-Touvent et en particulier son article 3.1.3 qui dispose :

« Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 3 avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant par courriel du 22 avril 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 14 mars 2025, des odeurs ont été constatées par l'inspectrice de l'environnement aux alentours du site d'exploitation. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il a pris toutes les dispositions dans l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux de manière à limiter les émissions à l'atmosphère ;
2. Face à ce manquement, il convient donc de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE de respecter les articles 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
3. L'exploitant a déjà mené des actions visant à réduire les nuisances olfactives dont son établissement est à l'origine ;

4. En application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, ces actions ne s'étant pas avérées efficaces, il convient que l'exploitant se fasse assister par un organisme extérieur pour déterminer les sources des d'émissions olfactives de son site et proposer un plan d'actions ;

5. Au vu de la persistance des odeurs ressenties par les populations alentours, il convient de caractériser les émissions et d'en évaluer les éventuels impacts sur les milieux et les personnes au travers d'une étude des risques sanitaires en appliquant la méthode définie au guide INERIS « *Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées* » deuxième édition de septembre 2021 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société GURDEBEKE exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 en prenant les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Afin de répondre aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant fait appel à un organisme extérieur dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Cet organisme assiste l'exploitant dans la détermination des sources d'émissions et l'élaboration d'un plan d'actions. Ce plan d'actions est mis en œuvre sous le délai de 3 mois fixé à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

La société GURDEBEKE exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent réalise sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une évaluation des risques sanitaires du site en s'appuyant sur le guide INERIS intitulé « *Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées* » dans sa deuxième édition de septembre 2021.

Cette évaluation est réalisée sur la base des données de l'étude de surveillance de la qualité de l'air ambiant sur et autour de l'ISDND (rapport EUROPOLL référencé R272_03_Château_Gautier_092024_A_V0).

La société GURDEBEKE adresse cette étude au Préfet dès sa réalisation.

Article 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 6 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Moulin-sous-Touvent pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Moulin-sous-Touvent fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Moulin-sous-Touvent, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **24 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société GURDEBEKE

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de la commune de Moulin-sous-Touvent

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Madame l'Inspectrice de l'environnement s/c monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France